

## ANALYSE DES MARCHES PERTINENTS

**CONSULTATION PUBLIQUE SUR PROJET DE DECISION N° 04-1016 DE L'ART PORTANT  
SUR LA DETERMINATION DES MARCHES PERTINENTS CONCERNANT LA TERMINAISON D'APPEL  
VOCAL SUR LES RESEAUX MOBILES D'OUTRE MER***REPONSE ORANGE CARAIBE*

Cette décision s'appuie principalement sur l'analyse des marchés qui a porté sur les réseaux mobiles de la métropole. En effet, un certain nombre de « copier-coller » illustre cette observation, puisque le projet de décision portant sur les réseaux mobiles d'Outre Mer rend même compte de problèmes ou de pratiques existants sur ce marché, comme le système de « bill & keep » ou les hérissons « off net » qui sont en fait propres à la métropole. Aussi, de nombreux éléments exposés et analysés ne sont pas transposables aux marchés de l'Outre-Mer, et en particulier au marché des Antilles – Guyane. Ce projet reflète l'insuffisance de l'analyse menée sur les départements d'outre – mer.

## 1- les éléments non transposables

**Introduction**

Dans l'introduction du projet de décision, le dernier paragraphe (§ 1.3 : hypothèse de l'analyse prospective) fait état de la sortie du « bill & keep » concernant le marché mobile de la métropole. Nous tenons à rappeler que ce système n'a jamais existé dans les départements d'Outre-Mer des Antilles – Guyane. L'ensemble des opérateurs se facture la charge de terminaison d'appel soit directement, soit via un opérateur de transit.

**Partie 2 : Analyse de la substituabilité**

Il nous paraît important de relever les éléments suivants dans l'analyse de la substituabilité des différentes offres d'interconnexion (analyse de la substituabilité du côté de la demande sur le marché de gros - § 2.2.2) établie par l'Autorité dans cette décision.

Ce point fait principalement référence au schéma d'interconnexion tel qu'il existe en métropole et qui a pour conséquence l'intégration de l'ensemble des services de terminaison offerts dans le marché de la terminaison d'appel vocal (pas de distinction possible entre les prestations de terminaison locale et la partie transit).

Ce schéma ne correspond pas à l'architecture et donc aux offres d'interconnexion mises en œuvre actuellement dans les départements d'Outre-Mer des Antilles – Guyane. Ces offres prévoient une livraison du trafic dans la zone de rattachement de l'appelé (réponses apportées par Orange Caraïbe lors des questionnaires et de la consultation sur l'analyse du marché de gros de la terminaison vocal d'appel sur les réseaux mobiles).

Aussi sur ce point, la conclusion retenue pour le marché de la métropole n'est pas applicable au marché des Antilles – Guyane. La définition du marché s'avère différente et ne devrait prendre en compte que la prestation de livraison. La substitution avec les autres services doit faire l'objet d'une analyse, non réalisée à ce jour.

Nous tenons à rappeler dans le cadre de l'analyse de la substituabilité des appels par le biais des hérissons (§ 2.2.3) que l'utilisation des hérissons dans la zone Antilles – Guyane, concerne essentiellement les opérateurs alternatifs fixes dont certains sont également présents sur le marché mobile, sur lequel ils affichent les tarifs de terminaison d'appel les plus élevés de la zone.

D'autre part, le projet de décision présente également une analyse détaillée du développement des hérissons « off net » lié au système de « bill & keep », qui n'existe pas sur le marché des Antilles Guyane.

L'ensemble du projet fait référence de manière régulière au système de « bill & keep » et aux hérissons « off net », pratiques ne relevant pas des marchés étudiés dans le cadre de ce projet de décision. Il est donc souhaitable que l'ensemble de ces remarques ne soit plus mentionné dans la décision finale car elles ne reflètent pas les réalités des marchés étudiés.

## 2- commentaires

**Partie 3 : Délimitation géographique des marchés**

Le tableau présentant la segmentation retenue comporte un certain nombre d'erreurs sur la dénomination sociale de l'opérateur Orange des zones suivantes : Martinique, Guadeloupe, Guyane, St Martin, St Barthélemy.

Sur ces zones, l'opérateur détenant l'autorisation d'exploitation de la licence GSM DOM2 est Orange Caraïbe et non Orange France ou Orange comme il est indiqué dans le projet de décision.

**Partie 4 : Liste des marchés pertinents**

Nous observons que le marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur le réseau mobile de l'opérateur Outremer Télécom pour la zone Antilles – Guyane n'est pas inclus dans la liste des marchés pertinents, ni dans les projets de décision en découlant, alors que le lancement de l'activité a eu lieu en fin d'année 2004.

## ANALYSE DES MARCHES PERTINENTS

**CONSULTATION PUBLIQUE SUR PROJET DE DECISION N° 04-1017 DE L'ART PORTANT SUR L'INFLUENCE SIGNIFICATIF DE LA SOCIETE ORANGE CARAIBE SUR LE MARCHÉ DE GROS DE LA TERMINAISON D'APPEL VOCAL SUR SON RESEAU ET LES OBLIGATIONS IMPOSEES A CE TITRE***REPONSE ORANGE CARAIBE***Introduction**

Ce projet intervient dans la continuité des décisions établies par l'ART concernant la puissance de Orange Caraïbe en 2003 et 2004, de même que celles prises depuis 2001 sur le marché de la métropole. La mise en place d'un plan triennal a le mérite d'offrir une meilleure visibilité sur le marché.

Cependant, nous constatons que l'ampleur de la baisse imposée à ORANGE CARAIBE (baisse de 49% sur 3 ans) est supérieure à celle mise en œuvre initialement en métropole, et qu'elle est associée de surcroît à une suppression immédiate du crédit temps, tandis que la baisse du crédit temps était étalée sur 3 ans en métropole. ORANGE CARAIBE constate un durcissement des obligations sur sa terminaison d'appel, en ne tenant pas compte des spécificités du marché d'une part, et en imposant ces obligations à un seul opérateur du marché, d'autre part.

En accompagnement de ce price cap, l'Autorité souhaite imposer d'autres obligations, comme la séparation comptable et la mise en œuvre d'un modèle de coûts et revenus ne tenant plus compte des choix historiques des opérateurs mais d'une méthodologie des coûts moyens incrémentaux de long terme (CMILT) dans une approche de modélisation dite de bottom up (§ IV.1.1.2).

ORANGE CARAIBE souhaite souligner que la mise en place du modèle de coûts historiques a été particulièrement complexe, demandant un effort important pour un premier exercice ; aussi, la mise en place d'un modèle CMILT dans un délai court serait d'une part, en inadéquation avec la taille du marché de la zone Antilles – Guyane et d'autre part, vu les difficultés existantes pour la mise œuvre du modèle actuel, serait totalement disproportionnée par rapport au dimensionnement humain et technique des opérateurs présents sur la zone.

ORANGE CARAIBE estime préférable qu'une amélioration du modèle actuel soit retenue, intégrant les évolutions réseaux intervenues depuis la création de ce modèle en 2001 par l'ART avec les opérateurs de la métropole.

**1- objectif de l'action réglementaire / capacité d'obstruction des négociations**

Certains éléments décrits dans les paragraphes II.3 (objectifs de l'action de réglementaire) et III (capacité d'obstruction...) de la consultation concernant Orange Caraïbe ne sont pas acceptables car il relève plus de présupposés que de réelles analyses.

L'ART fait en effet état dans ce paragraphe des obstacles à l'exercice d'une concurrence effective et loyale, notamment à titre d'exemple :

« - la capacité d'Orange Caraïbe à faire obstruction lors des négociations des conventions d'interconnexion avec un opérateur tiers compte tenu de sa position monopolistique sur le marché,  
- la capacité d'Orange Caraïbe à mettre en œuvre des discriminations abusives compte tenu de son intégration verticale sur le marché de la téléphonie mobile et horizontale sur le marché de la téléphonie fixe via son appartenance au Groupe France Télécom »

A ce jour, aucun élément ne permet de démontrer que Orange Caraïbe n'a pas répondu à toutes les demandes raisonnables d'interconnexion ou qu'elle a exercé une discrimination au profit d'une entité appartenant au Groupe France Télécom.

De plus, à ce jour, l'ensemble des opérateurs présent sur la zone, ont connaissance de l'offre d'interconnexion de Orange Caraïbe. Cette offre a été mise en œuvre avec Bouygues Télécom Caraïbe, signée avec l'opérateur Outremer Telecom, et proposée à l'ensemble des opérateurs émergents.

L'Autorité s'appuie d'ailleurs sur ces faits dans ce projet (§ III.1. prestations d'interconnexion et d'accès au réseau mobile)

**2- obligation de transparence**

Concernant les dispositions énoncées dans le paragraphe III.3.4 (information préalable des modifications contractuelles), nous tenons à signaler que le principe d'information préalable auprès des opérateurs existants est déjà mise en œuvre dans l'ensemble de nos conventions .

### 3- séparation comptable

Les dispositions énoncées au paragraphe III.4.3 (audits) nous paraissent justifiées, cependant la fréquence de ces audits nous paraît disproportionnée par rapport à la taille du marché et de ses acteurs.

### 4- contrôle des prix

L'application d'un contrôle tarifaire pluriannuel sur trois ans sous la forme de « price cap » (§ IV.2.1.1) spécifique au marché « Antilles – Guyane » permet aux opérateurs d'avoir une meilleure visibilité sur le marché de la terminaison d'appel vocal.

Il est à noter que cette mesure n'étant applicable qu'à Orange Caraïbe, et remplacée par une obligation de pratiquer des prix justes et raisonnables sans encadrement de ces notions pour les autres opérateurs, sa mise en œuvre conduira à une augmentation substantielle des différentiels de prix sur la terminaison d'appel vocal.

A titre d'exemple :

- l'écart actuel entre les tarifs de Orange Caraïbe (les plus bas du marché) et de Dauphin Télécom (les plus haut), induit un différentiel sur le prix moyen de **38 %**.

- en prenant l'hypothèse de l'application de la baisse annuelle de 2005 pour Orange Caraïbe d'une part, et du maintien de son prix moyen pour Dauphin Télécom (pas de baisse imposée) d'autre part, le différentiel passera à **80 %**.

D'autre part, la baisse pluriannuelle imposée à Orange Caraïbe (49% en 3 ans) est nettement supérieure à celle mise œuvre dans le plan triennal 2002-2004 établi en métropole (baisse de 36%).

Elle ne tient pas compte des spécificités des opérateurs d'Outre-Mer et en particulier des coûts supplémentaires supportés par ceux-ci :

- surcoût lié à l'acheminement du matériel,
- sur coût sur certains salaires et prestations,
- surcoût sur les postes de transmission, de commutation et d'exploitation dans le cadre de la sécurisation liée à l'éclatement du territoire couvert,
- surcoût lié aux risques sismiques et cycloniques relatifs à la zone géographique couverte,

La modification de la structure de tarification (§ IV.2.1.2) proposée, impose une suppression immédiate du crédit temps, applicable dès 2005.

Orange Caraïbe constate un durcissement des contraintes en comparaison avec le marché de la métropole, où les premières baisses avaient été réalisées par l'intermédiaire de réduction progressive du crédit temps (passage par des paliers successifs).

Il est à noter également que le passage immédiat à une tarification sans crédit temps, si elle n'a pas d'impact sur le prix moyen, engendre inévitablement un prix moyen plus élevé pour certaines durées d'appels par rapport au prix actuel de ces mêmes appels. Ces hausses de tarifs pour certaines durées d'appels peuvent être évitées en transitant par des crédits temps intermédiaires, au lieu de passer directement d'un crédit temps de 60s à sa suppression.

D'autre part, et afin de ne pas engendrer un accroissement supplémentaire du différentiel de prix déjà identifié dans le point précédent (baisse annuelle), **il est indispensable que la modification de la structure de tarification soit appliquée par l'ensemble des opérateurs.**

Les modalités pratiques de l'encadrement tarifaire (§ IV.2.1.3) appellent les commentaires suivants :

Le profil de consommation de référence et le dispositif décrit en annexe A sont repris des dispositions établies en 2001 pour les opérateurs de métropole (01-970/01-971).

Ces éléments avaient été établis fonction des comportements de consommation pour les appels entrant fixes nationaux sur le marché de la métropole, appels concernés par le dispositif 2002-2004 en métropole. (Rappel : système de « bill & keep » pour les appels inter- opérateurs mobiles)

Dans ce projet, les modalités d'encadrement ont été établies selon le dispositif énoncé ci dessus (section I.3 – IV.2.1.1), alors que les éléments statistiques fournis par Orange Caraïbe à l'Autorité démontrent un comportement d'usage différent de celui du marché métropolitain, tant au niveau de la répartition des appels entre les périodes d'heures creuses et d'heures pleines, qu'au niveau de la durée moyenne.

Le dispositif à retenir pour la zone Antilles – Guyane doit tenir compte d'une part, des appels mobiles vers mobiles puisque le système de « bill & keep » n'existe pas dans la zone Antilles – Guyane et d'autre part, du comportement de consommation très différent sur ce marché.

Dans le cas contraire, cela engendre une baisse de terminaison d'appel bien supérieure à celle déjà très importante imposée dans cette décision.

L'impact du contrôle tarifaire (§ IV.2.3)

La perte de revenu évoquée dans le projet n'est supportée que par Orange Caraïbe sur le marché Antilles – Guyane et non par l'ensemble du marché comme présenté dans le projet.

En effet, seul Orange Caraïbe est soumis à un encadrement tarifaire, les autres opérateurs n'étant tenus que de pratiquer des prix justes et raisonnables. Ces notions ne font pas l'objet de définition plus avancée par l'Autorité dans le cadre des projets de décision sur l'influence significative de chacun de ces opérateurs.

De plus, malgré des trafics échangés de même ordre, le déséquilibre financier déjà constaté, de part des tarifs inter-opérateur différenciés, va s'accroître avec l'encadrement tarifaire imposé à Orange Caraïbe.